

Canada-UE. Cela s'explique par le fait que les États-Unis perdraient l'accès préférentiel au marché canadien, tandis que le Canada obtiendrait un avantage concurrentiel sur le marché européen par rapport aux États-Unis. Malgré le niveau des pertes de bien-être aux États-Unis, celles-ci ne représentent qu'une infime fraction du PIB de ce pays et, en soi, elles risquent peu de provoquer un changement dans la politique commerciale des États-Unis.

Un éventuel ALE Canada-Union européenne aurait très peu d'effet sur le bien-être du reste du monde (RDM) ou celui du Mexique. Cependant, ces deux régions subiraient des pertes plus importantes dans l'éventualité d'un élargissement de l'UE. Cela tient vraisemblablement à l'effet de détournement de commerce subi par certains fournisseurs traditionnels du marché de l'UE aux mains des fournisseurs des pays candidats, qui nuirait à l'accès préférentiel du Mexique aux marchés de l'UE.

## CHANGEMENTS AU NIVEAU DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE

### Production

Notre analyse aborde maintenant les effets des quatre scénarios sur la production, les importations et les exportations au Canada. Nous tenons à souligner que les hausses (ou baisses) de production traduisent uniquement les gains d'efficacité dans la répartition des ressources, c'est-à-dire une meilleure utilisation des facteurs de production comme le capital, le travail et les terrains, et non l'amélioration des termes de l'échange, qui est un autre volet des gains de bien-être. Le profil des changements au niveau de la production diffère de celui des changements au niveau du bien-être. Autrement dit, les hausses de production prévues sont moins importantes lorsque le Canada participe à un ALE assorti d'une libéralisation complète du commerce des produits agricoles qu'en l'absence d'une telle libéralisation.

La libéralisation du commerce des produits agricoles a une incidence différente sur la production et le bien-être. Lorsque le commerce des produits agricoles est entièrement libéralisé, les avantages sur le plan des prix suscitent une expansion des exportations canadiennes vers les marchés européens. L'accroissement des exportations engendre une augmentation de la production alimentaire au Canada, et des facteurs de production primaires, comme la main-d'œuvre et le capital, sont détournés d'autres secteurs vers la production alimentaire. Par conséquent, la libéralisation complète des échanges de produits agricoles cause une diminution de la production dans de nombreuses industries manufacturières au Canada (tableau 8, scénario 1a à 1b). La hausse de la production agricole conjuguée aux baisses de production dans le secteur manufacturier ralentit la croissance de la production totale (tableau 7, scénario 1a à 1b). Ce résultat traduit le fait que l'efficacité de la répartition des ressources n'augmente pas lorsque des ressources sont déplacées vers le secteur agricole.